

EPCC – ÉESI

Conseil d'administration du 10 mars 2026

Délibération n°12-2026



\*\*\*

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 FEVRIER 2026

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, approuve, par **16** voix « pour »,  
☒ « contre », ☐ « abstention », le compte-rendu de la séance du Conseil d'administration  
du 24 février 2026.

Le président  
Charles Reverchon-Billot

**EPCC – ÉESI**

**Conseil d'administration du 24 février 2026**



Étaient présent-es :

- Madame Anne-Claire Rocton, Directrice régionale adjointe déléguée – DRAC Nouvelle-Aquitaine, site de Poitiers ;
- Madame Juliette Rouillon-Durup, conseillère Enseignement supérieur – DRAC Nouvelle-Aquitaine, site de Limoges ;
- Madame Martine Pinville, conseillère régionale Nouvelle-Aquitaine ;
- Monsieur Thierry Perreau, conseiller régional Nouvelle-Aquitaine ;
- Monsieur Gérard Desaphy, vice-président du conseil d'administration de l'EPCC ÉESI, Délégué municipal Ville créative UNESCO et Francophonie – Ville d'Angoulême ;
- Monsieur Charles Reverchon-Billot, président du conseil d'administration de l'EPCC ÉESI, vice-président Culture et Patrimoine – Communauté urbaine de Grand Poitiers ;

Étaient excusé-es : monsieur Serge Boulanger, préfet de la Vienne ; madame Maylis Descazeaux, directrice régionale – DRAC Nouvelle-Aquitaine ; madame Charline Claveau, vice-présidente en charge de la Culture, du Patrimoine et des Langues régionales – Conseil régional Nouvelle-Aquitaine ; monsieur Gilbert Pierre-Justin, conseiller municipal Vie étudiante, enseignement supérieur – Ville d'Angoulême ; monsieur Jean-Jacques Fournié, conseiller délégué Enseignement supérieur – Communauté d'agglomération du GrandAngoulême ; monsieur Emmanuel Bazile, vice-président Patrimoine intercommunal, rénovation énergétique et ERP – Communauté Urbaine de Grand Poitiers ; madame Zoé Lorioux-Chevalier, conseillère municipale déléguée à la Coopération extérieure et aux partenariats – Ville de Poitiers.

Était représentée : madame Maylis Descazeaux, directrice régionale – DRAC Nouvelle-Aquitaine par madame Anne-Claire Rocton, Directrice régionale adjointe déléguée – DRAC Nouvelle-Aquitaine, site de Poitiers.

Avaient donné pouvoir : monsieur Gilbert Pierre-Justin, conseiller municipal Vie étudiante, enseignement supérieur – Ville d'Angoulême à monsieur Gérard Desaphy, vice-président du conseil d'administration de l'EPCC ÉESI, délégué municipal Ville créative UNESCO et Francophonie – Ville d'Angoulême ; monsieur Jean-Jacques Fournié, conseiller délégué Enseignement supérieur – Communauté d'agglomération du GrandAngoulême à madame Martine Pinville, conseillère régionale Nouvelle-Aquitaine.

**2<sup>ème</sup> collège :**

Étaient présent-es :

- Monsieur Jean-Pierre Mercier, personnalité qualifiée nommée par la Ville d'Angoulême /Communauté d'agglomération de GrandAngoulême ;
- Monsieur Benoît Preteseille, représentant du personnel pédagogique – site d'Angoulême ;
- Madame Barbara Benedetti, représentante des personnels administratif et technique ;
- Monsieur Meril Gaden, représentant-e des étudiant-es du site d'Angoulême ;
- Monsieur Théophile De Backer, représentant des étudiant-es du site de Poitiers

Étaient excusé-es : monsieur Hervé Jolly, représentant titulaire du personnel pédagogique – site de Poitiers ; monsieur Thomas Bellet, représentant suppléant du personnel pédagogique – site de Poitiers ; madame Camille Duvivier, représentante des étudiant-es du site d'Angoulême.

Était représentée : madame Camille Duvivier, représentante des étudiant-es du site d'Angoulême par Meril Gaden, représentant-e des étudiant-es du site d'Angoulême.

Avait donné pouvoir : monsieur Hervé Jolly, représentant du personnel pédagogique – site de Poitiers à monsieur Benoît Preteseille, représentant du personnel pédagogique – site d'Angoulême.

**Membres de droit avec voix consultatives :**

Étaient présent-es :

- Madame Nathalie Wierre, Directrice Générale par Intérim ;
- Monsieur Christophe Peltier, Conseiller aux décideurs locaux – DDFIP de la Vienne.

Étaient invité-es :

- Madame Patricia Oudin, chef de projets « formations professionnelles et enseignement artistique » - Région Nouvelle-Aquitaine ;
- Monsieur Sylvain Pothier-Leroux, responsable Rayonnement territorial et Politique de l'Image – Ville d'Angoulême ;
- Monsieur Frédéric De Faccio ; directeur du service des Arts et de la Culture – Ville d'Angoulême ;
- Madame Valérie Pommier, directrice Coordination Culture Patrimoine – Ville de Poitiers et Grand Poitiers ;
- Madame Sophie Leclercq, directrice des études du site de Poitiers ;
- Monsieur Patrick André, directeur des études du site d'Angoulême ;
- Madame Marie Mahéault, comptable du site d'Angoulême pour les points budgétaires de l'ordre du jour.

**Secrétariat de séance :**

- Madame Sophie Burel, assistante de direction, chargée du compte-rendu.

\*\*\*\*\*

Le président ouvre la séance et remercie les membres pour leur présence.

Après avoir procédé à l'annonce des membres excusés ainsi qu'à la présentation des procurations reçues, il rappelle que l'ordre du jour comprend sept délibérations. Parmi celles-ci figurent notamment le vote des comptes administratif et de gestion pour l'exercice 2025, ainsi que la tenue du Débat d'orientation budgétaire (DOB).

Pour les points techniques relatifs au budget, Charles Reverchon-Billot informe l'assemblée que Marie Mahéault, comptable du site d'Angoulême, sera invitée à rejoindre la séance.

**N°05-2026 – Approbation du compte rendu de la séance du 16 décembre 2025**

En l'absence de toute remarque ou observation, le président met la délibération aux voix.

**La délibération n°05-2026, relative au compte rendu de la séance du Conseil d'administration du 16 décembre 2025, est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

\*\*\*\*\*

**N°06-2026 – Approbation du compte rendu de la séance extraordinaire du 27 janvier 2026**

Le président invite les membres à formuler d'éventuelles remarques ou observations relatives au compte rendu. Benoît Preteseille interroge le président sur la transmission des lettres de mission de mesdames Jeanne Gailhoustet et de Nathalie Wierre, mentionnée en page deux du document.

Charles Reverchon-Billot prend acte de cette observation, reconnaît que ces documents n'ont pas été transmis comme indiqué et indique que ce point est noté afin que la transmission soit effectuée.

En l'absence de toute autre observation, le président met la délibération aux voix.

**La délibération n°06-2026, relative au compte rendu de la séance extraordinaire du Conseil d'administration du 27 janvier 2026, est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

\*\*\*\*\*

## **N°07-2026 – Compte administratif et Compte de gestion 2025**

Le président invite Marie Mahéault à rejoindre la séance afin de présenter la délibération à l'aide d'un support PowerPoint, de la même manière que l'an dernier.

✓ Section de fonctionnement

### **Dépenses :**

S'agissant du compte 6067, l'écart constaté entre le prévisionnel et le budget 2025 correspond à des dépenses non réalisées relatives aux fournitures destinées aux ateliers, aux workshops ainsi qu'aux bourses de production des diplômes.

Concernant les loyers, ceux-ci représentent :

- 6 % de la contribution de Grand Poitiers, soit 131 989 € pour une surface de 3 100 m<sup>2</sup> ;
- 10,5 % de la contribution de la Ville d'Angoulême et de GrandAngoulême, soit 206 128 € pour une surface de 4 208 m<sup>2</sup>.

Une diminution des dépenses est également constatée au compte 6226 « Honoraires », correspondant notamment aux invitations pédagogiques et aux honoraires juridiques.

Le compte 623 « Communication » fait apparaître un écart significatif, lié à la non-réalisation de certaines actions prévues, telles que l'édition du rapport d'activité, la refonte du site internet ou encore la production du livret des études, désormais disponible uniquement en version dématérialisée.

Pour l'exercice 2025, les charges de personnel s'élèvent à 3 483 138 €, contre un prévisionnel de 3 687 550 €. Cet écart s'explique notamment par des économies réalisées sur le personnel pédagogique (108 695 €) ainsi que sur le personnel administratif et technique (66 793 €). Les charges de personnel représentent 75 % des charges de fonctionnement.

### **Recettes :**

Le montant total des contributions des financeurs représente 87,91 % des recettes de fonctionnement.

Si les contributions de l'État, de Grand Poitiers, de la Ville d'Angoulême et de GrandAngoulême demeurent stables, une baisse de la contribution de la Région Nouvelle-Aquitaine est constatée, à hauteur de 22 000 €.

Parmi les autres recettes figurent notamment le versement de 19 700 € au titre du lancement du projet FICOL 2, ainsi que les frais de dossier acquittés par les candidats dans le cadre de leur inscription au concours d'entrée et des admissions en cours de cursus.

**Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2025 fait ainsi apparaître un excédent de 320 755,31 €, correspondant à la différence entre les recettes de fonctionnement (4 937 392,70 €) et les dépenses de fonctionnement (4 616 637,39 €).**

✓ Section d'investissement

Le **résultat d'investissement de l'exercice 2025** fait apparaître un **excédent de 61 391,44 €**, correspondant à la différence entre les recettes d'investissement (132 095,36 €) et les dépenses d'investissement (70 704,92 €).

Le président remercie Marie Mahérault pour sa présentation et invite les membres à formuler d'éventuelles questions ou observations.

Benoît Preteseille souhaite revenir sur la diapositive relative au projet FICOL 2 et interroge sur le coût réel supporté par l'établissement. Il est précisé que le montant de 6 700 €, correspondant aux indemnités liées au suivi administratif et comptable ainsi qu'à la mission du chargé de projet, est intégralement couvert par la subvention versée par GrandAngoulême. Seule la somme de 91 € a été financée sur les fonds propres de l'ÉESI.

S'agissant des actions de communication, le président souligne l'importance, pour l'établissement, de disposer d'un rapport d'activité et estime difficile d'en faire l'économie. Il demande qu'un réajustement soit opéré à compter de l'exercice suivant.

L'absence de livret des études est également relevée comme problématique par Benoît Preteseille. Si une version dématérialisée existe, Théophile De Backer observe que celle-ci ne revêt pas la même portée lors des échanges avec les visiteurs, notamment à l'occasion des journées portes ouvertes. Plus largement, les représentant-es des étudiant-es et des personnels s'accordent à rappeler l'importance de ce document pour l'ensemble des étudiant-es de l'établissement.

Patricia Oudin interroge les raisons de la baisse des recettes issues des frais de concours et des droits d'inscription. Marie Mahérault indique que cette évolution s'explique par une diminution du nombre d'étudiants et par une proportion croissante d'étudiants boursiers. Benoît Preteseille précise qu'il convient également de prendre en compte la baisse des effectifs consécutive à la fermeture du master Bande dessinée, cursus développé en partenariat avec l'Université de Poitiers.

Barbara Benedetti souligne toutefois une augmentation des effectifs sur le site de Poitiers pour l'année en cours.

En l'absence de toute autre remarque, le président met la délibération aux voix. **La délibération n°07-2026, portant approbation du compte administratif et du compte de gestion 2025, est adoptée par treize voix (13) « pour », aucune (0) voix « contre » et une (1) abstention.**

\*\*\*\*\*

#### **N°08-2026 – Affectation du résultat 2025**

La présentation réalisée par Marie Mahérault fait apparaître que l'exercice 2025 est clôturé avec un excédent de fonctionnement cumulé de + 1 240 772,19 € et un excédent d'investissement cumulé de + 197 814,87 €.

Dans le cadre du budget primitif 2026, il est proposé l'affectation suivante :

#### **Résultat de fonctionnement cumulé :**

- 1 240 772,19 € inscrits au chapitre 002 en recettes de fonctionnement ;
- 891 709,85 € répartis entre le chapitre 011 « Charges à caractère général » et le chapitre 012 « Charges de personnel et frais assimilés » ;
- 349 062,34 € inscrits au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante », ventilés comme suit :
  - 283 330,34 € au titre des relations internationales ;
  - 65 732 € au titre du fonctionnement courant.

**Résultat d'investissement cumulé :**

- 197 814,87 € inscrits en recettes d'investissement aux chapitres 20 « Immobilisations incorporelles » et 21 « Immobilisations corporelles ».

La présentation n'appelant ni remarque ni question, le président met la délibération aux voix. **La délibération n°08-2026, relative à l'affectation du résultat 2025, est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

\*\*\*\*\*

**N°09-2026 – Autorisation du quart des dépenses d'investissement ;**

Il est mentionné que l'autorisation d'engagement à hauteur du quart des dépenses d'investissement constitue un dispositif dérogatoire d'exécution budgétaire provisoire. Cette délibération vise à permettre, préalablement au vote du budget primitif, d'engager, de liquider et de mandater des dépenses relevant de la section d'investissement, dans la limite de 25 % des crédits ouverts au titre de l'exercice précédent.

Marie Mahérault précise qu'il s'agit, pour l'école, d'une première mise en œuvre de cette procédure, rendue nécessaire afin de procéder à l'acquisition de matériel destiné à un agent en situation de handicap.

En l'absence d'observations, le président soumet la délibération au vote. **La délibération n°09-2026 relative à l'autorisation d'engagement à hauteur du quart des dépenses d'investissement est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

\*\*\*\*\*

**N°10-2026 – Débat d'orientation budgétaire (DOB 2026)**

Parole est donnée à Nathalie Wierre, qui précise que les orientations budgétaires proposées visent à répondre à des contraintes structurelles tout en assurant la continuité des projets en cours. L'objectif est de favoriser l'investissement, d'anticiper les évolutions de carrières conformément aux Lignes directrices de gestion de l'établissement, et de maintenir un potentiel de développement pour le projet d'école en attendant l'arrivée de la nouvelle direction générale, le tout en cohérence avec les contributions financières existantes.

Elle souligne également la nécessité d'envisager une réorganisation administrative susceptible de répondre aux attentes de la future direction générale, tout en prenant en compte les recommandations issues de l'audit réalisé il y a plusieurs années.

Un équilibre doit par ailleurs être trouvé concernant les activités pédagogiques, en lien avec les attentes et programmes des professeurs d'enseignement artistique, mais également avec les invitations extérieures qui enrichissent la pédagogie de l'école.

Le souhait est également de faciliter la mise en œuvre et le développement des programmes pédagogiques ainsi que le rayonnement à l'international de l'ÉESI, éléments constitutifs de la visibilité de l'établissement. L'accompagnement des étudiants après l'obtention de leur diplôme constitue également un point prioritaire. Bien que le programme Supercanon s'achève cette année, la question de la professionnalisation reste à prolonger et à consolider.

Enfin, Nathalie Wierre insiste sur l'importance de prendre en compte les enjeux relatifs à la santé et à la sécurité au travail, à l'accompagnement psychologique, ainsi qu'à la prévention des violences, harcèlement et discriminations (VHSS), y compris à destination des étudiants.

Théophile de Backer demande la parole afin d'évoquer le principe de communication mis en œuvre par l'établissement. Il prend pour exemple l'utilisation d'un tableau réalisé par un ancien étudiant dans le cadre de la communication des Journées Portes Ouvertes. S'il reconnaît que les travaux des étudiants constituent une vitrine valorisante pour l'école, il souhaite néanmoins que les intéressés soient informés lorsque leurs productions sont utilisées à des fins de communication institutionnelle.

En réponse, Nathalie Wierre partage ce constat, indique qu'un travail doit être engagé sur ce sujet et précise que la remarque est entendue.

Gérard Desaphy signale, pour sa part, une erreur en page 5 du document, au paragraphe relatif à l'éducation artistique et culturelle, en précisant que GrandAngoulême ne constitue pas une « nouvelle » agglomération. Il informe également de la nouvelle dénomination du programme FICOL 2, désormais intitulé « Ensamblo creativo ». Il souligne que ce dispositif représente un véritable atout pour l'école et pour les étudiants au regard des opportunités qu'il offre.

À la lecture du document, Gérard Desaphy relève un écart significatif entre les charges à caractère général, estimées à 1 124 185 € pour 2026 contre 751 407 € en 2025, et les charges de personnel, évaluées à 4 239 354 € en 2026 contre 3 483 138 € en 2025.

Sollicitant des précisions sur ces évolutions, il demande au président la mise en place d'un dialogue de gestion ainsi qu'une présentation prévisionnelle plus détaillée avant le vote du budget primitif prévu le 10 mars 2026.

Martine Pinville, également favorable à l'organisation d'un dialogue de gestion, souhaite qu'une lecture plus affinée du budget primitif 2026 soit proposée, soulignant la nécessité d'une visibilité renforcée, notamment dans un contexte marqué par une légère diminution de la contribution financière de la Région Nouvelle-Aquitaine pour 2026.

Anne-Claire Rocton s'associe à cette demande et exprime le souhait de disposer d'une projection budgétaire pluriannuelle, idéalement sur trois ans, afin de mieux appréhender les perspectives financières de l'établissement.

Au regard des informations inscrites en fin de page 2 du document « ... d'une réflexion à mener sur la structuration et l'organisation des services à partir d'un dialogue social établi. », Benoît Preteseille souligne que le dialogue est plutôt à établir qu'établi. Il note en cela que la mise en place d'un véritable dialogue social a été mis en difficulté en 2025 avec le manque de transparence sur les missions de certains membres du personnel, le manque de dialogue dans certaines instances, les attaques portées contre des représentants du personnel, la non sollicitation du personnel dans le recrutement en cours de la direction générale...

Nathalie Wierre va dans son sens en mentionnant que le dialogue est à établir justement arriver à mener la réflexion sur la structuration et l'organisation des services.

S'agissant du lancement du programme FICOL 2, Benoît Preteseille souhaite alerter l'assemblée sur le niveau d'implication de l'établissement dans sa mise en œuvre.

Il rappelle avoir déjà indiqué que le FICOL 1 mobilisait un enseignant à hauteur d'un mi-temps pédagogique, entraînant mécaniquement une diminution du volume de cours dispensés aux étudiants, ce temps n'ayant pas fait l'objet d'un remplacement.

Indiquant que des enseignants et des assistants d'enseignement ont d'ores et déjà été sollicités par le chargé de mission dans le cadre du nouveau programme, il renouvelle son alerte quant au risque de réduction de l'offre de cours à destination des étudiants, d'autant plus dans un contexte marqué par une diminution des effectifs enseignants.

Gérard Desaphy indique ne pas avoir eu connaissance de manques pédagogiques dans le cadre du FICOL 1 et demande que ceux-ci soient précisés.

En réponse, Benoît Preteseille évoque une diminution de 50 % du volume de cours dispensés aux étudiants concernés, consécutive au non-remplacement du professeur d'enseignement artistique mobilisé sur le

dispositif. Gérard Desaphy sollicite néanmoins des éléments objectivés permettant d'attester de cette baisse effective d'enseignement.

À la suite de ces échanges, Charles Reverchon-Billot souligne que le FICOL 2, bien que présentant un intérêt certain pour l'établissement, ne doit pas avoir pour effet d'en perturber le fonctionnement ni d'altérer la qualité de l'offre pédagogique.

Benoît Preteseille revient sur le document, et plus particulièrement sur la mention figurant en page 2 : « ... ainsi que les frais de maintenance bâtementaire du site d'Angoulême, toujours en attente de réhabilitation, vont générer une augmentation des dépenses de fonctionnement par la prise en charge de travaux d'entretien courant. La mauvaise performance énergétique du bâtiment angoumois va régulièrement générer des travaux d'adaptation et de rénovation. »

Il s'interroge sur la pertinence que l'établissement assume ces dépenses, dans la mesure où elles pourraient relever du propriétaire du bâtiment, à savoir Ville d'Angoulême. Il souligne en particulier que les travaux d'adaptation et de rénovation évoqués excèdent, selon lui, la seule notion d'entretien courant d'un bâtiment.

Le président précise que l'ÉESI ne prend en charge que les dépenses lui incombant, notamment le surcoût des fluides lié aux mauvaises performances énergétiques du bâtiment. Nathalie Wierre ajoute que les travaux concernés relèvent aussi des opérations d'entretien courant normalement à la charge du locataire.

S'agissant de la lutte contre les violences et harcèlements sexistes et sexuels (VHSS), Théophile de Backer interroge les modalités de mise en commun, notamment sur le site de Poitiers, des actions portées par l'établissement et des initiatives étudiantes. Il précise que des étudiants ont, de leur côté, engagé un travail de recensement et de recherche relatif aux organismes de prévention des VHSS et des atteintes à caractère raciste. Il est indiqué qu'un échange pourra être organisé, en vue de la concrétisation d'actions, avec Sophie Leclercq, directrice des études du site, ainsi qu'avec la directrice générale par intérim.

Nathalie Wierre souligne par ailleurs la nécessité, dans un premier temps, de rendre visible l'engagement de l'établissement sur ces enjeux. Elle précise toutefois qu'un plan d'actions structuré devra être élaboré en lien avec les directions des études, ce travail ayant vocation à être conduit à l'échelle de l'ensemble de l'école.

En l'absence d'autres observations, le président met aux voix.

**Il est pris acte, à l'unanimité des membres présents et représentés, de la tenue du débat relatif aux orientations budgétaires présentées par la direction générale par intérim.**

\*\*\*\*\*

#### **N°11-2026 – Modification de la contribution financière de la Région Nouvelle-Aquitaine pour l'année 2026.**

La délibération présentée fait état du renouvellement, pour l'exercice 2026, de la baisse de la contribution de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Le président exprime son mécontentement face à cette diminution. Il rappelle que les montants des contributions sont inscrits dans les statuts de l'établissement et estime que les financeurs devraient être informés en amont de toute évolution. Il souligne par ailleurs que l'exercice 2025 devait revêtir un caractère exceptionnel.

Martine Pinville précise que la Région est elle-même tributaire des dotations de l'État et ne dispose pas d'une autonomie fiscale lui permettant d'anticiper librement ses recettes. Elle indique que la décision portée par la Vice-présidente Charline Claveau résulte d'une analyse approfondie des différents dispositifs soutenus par la collectivité. Bien que ce choix soit regretté, il s'inscrit dans un contexte budgétaire contraint.

Le président note avoir déjà entendu ces arguments et souligne, à titre de comparaison, qu'à Grand Poitiers, toutes les structures culturelles connaissent une baisse de financement, à l'exception de l'ÉESI dont la contribution est statutairement encadrée.



Gérard Desaphy rappelle également l'inscription des montants dans les statuts et insiste sur la nécessité d'instaurer un dialogue de gestion afin que ces sujets puissent être abordés en amont.

Anne-Claire Rocton précise que, à la DRAC, des démarches sont engagées pour sécuriser les financements des EPCC. Elle s'interroge, dans le cadre du dialogue de gestion, sur l'opportunité de rediscuter les montants des contributions des différents partenaires, aujourd'hui réexaminés annuellement, et évoque la possibilité que cette question puisse, le cas échéant, être portée devant le tribunal administratif par d'autres financeurs. Dans ce contexte, elle souligne l'importance de repenser le fonctionnement des contributions au sein du dialogue de gestion, en introduisant davantage de flexibilité afin de mieux anticiper et répartir les ressources entre les partenaires.

Sans autre observation, le président met la délibération au vote. **La délibération n°11-2026, relative à la modification de la contribution de la Région Nouvelle-Aquitaine pour l'exercice 2026, est adoptée avec huit (8) voix « pour », cinq (5) voix « contre » et une (1) abstention.**

\*\*\*\*\*

#### Point d'information :

L. *Synthèse du CSPVE du 3 février 2026 par les directions des études*

Sophie Leclercq et Patrick André rappellent que les réunions pédagogiques de site avaient pour objectif d'établir un bilan du semestre écoulé, en portant une attention particulière au calendrier, au rythme des enseignements et à la maquette pédagogique.

#### **Site d'Angoulême**

Sujets abordés : organisation du second semestre, présentation du projet FICOL 2 (arts et sciences, Mexique), intervention sur l'IA et la possibilité d'un réseau local, plannings 2026/2027.

- Propositions : 6–7 sessions de 3 semaines ; semaine commune collaborative avant le Festival de la BD ou fin février.
- Intelligence artificielle (IA) : accueil favorable, usage optionnel pour les enseignants ; possibilité de développement d'une IA locale.
- Pluralité des pratiques : choix de mention pour DNA 3, jury unique pour le DNA, maintien des enseignements en classe entière.

#### **Site de Poitiers**

- Points d'amélioration : équilibre travail personnel / suivi pédagogique, délais entre semaines de cours et sessions.
- Propositions : réduction du nombre de sessions, réintroduction des workshops (WK), renforcement de la pratique en atelier, clarification des évaluations et bilans.
- Nouveau bâtiment : opportunité de réfléchir aux évolutions pédagogiques.

#### **Organisation bilans DNA 1 – Angoulême**

- Objectif : dédramatiser l'examen et favoriser le dialogue étudiants / équipe pédagogique.
- Points relevés : clarifier méthodologie, respecter temps de parole, intégrer aménagements spécifiques, formaliser le format dans le règlement.
- Parité : nécessité d'assurer cohérence et égalité dans la composition des jurys à tous les niveaux.

#### **Évolution du concours d'entrée 2026**

Sophie Leclercq précise que, dans le cadre des travaux sur l'évolution du concours, une phase de présélection a été introduite, basée sur l'examen du portfolio et de la lettre d'intention des candidats.

Cette étape permettra de limiter le nombre d'entretiens à environ 350 candidats, libérant ainsi une journée d'auditions.

#### **Ateliers DNSEP – Angoulême**

Les locaux du CEPE, initialement concernés par une fin de bail au 31 août 2026, resteront disponibles pour une année supplémentaire, assurant un espace de travail pour les futurs étudiants.

La question de l'organisation et de la gestion de cet espace, notamment en termes de responsabilisation et d'autonomie, sera approfondie.

Meril Gaden souligne l'importance de maintenir une offre pluridisciplinaire sur le DNA à Angoulême et s'interroge sur l'image à présenter lors des JPO, afin d'éviter une orientation excessive vers la bande dessinée.

Théophile de Backer note un rejet exprimé par les étudiants, percevant l'IA comme une menace plutôt qu'un outil utile. Il informe également de l'existence d'une IA locale à Poitiers, utilisée et problématisée par l'équipe pédagogique, indépendante des débats politiques globaux.

Jean-Pierre Mercier souligne que l'IA transforme toutes les filières de l'édition et deviendra un facteur majeur pour l'avenir des étudiant-es.

Juliette Rouillon-Durup insiste sur la nécessité d'échanges autour de l'IA pour anticiper son impact et préparer les étudiant-es aux évolutions du secteur artistique.

Sur le point relatif à l'utilisation des locaux situés au CEPE à Angoulême, Benoît Preteseille informe les élus que l'école serait intéressée par toute information concernant des locaux disponibles à proximité du site principal.

Gérard Desaphy souligne qu'il serait opportun de formaliser cette demande par l'envoi d'un courrier aux élus, afin de préciser la nécessité et de solliciter leur soutien.

Benoît Preteseille informe que la direction générale par intérim a repris contact avec l'Université de Poitiers, notamment au sujet du Doctorat de création en bande dessinée. Il souligne que cette reprise de dialogue constitue un signe positif, l'Université de Poitiers se montrant favorable à la poursuite des échanges, bien que le programme doctoral fasse l'objet d'une rediscussion ultérieure avec les directions des études.

Les représentants du personnel alertent sur l'échéance des contrats à durée déterminée (CDD) d'un an des quatre professeurs d'enseignement artistique, qui prennent fin à l'été 2026. Ils soulignent la difficulté à élaborer le programme pédagogique 2026/2027 sans visibilité sur le devenir de ces postes.

Ils signalent également l'existence de fortes tensions survenues lors de la plénière pédagogique entre plusieurs membres du personnel et Jeanne Gailhoustet. Ces tensions ont été générées par l'imprécision de ses nouvelles missions et par une incompréhension de sa position hiérarchique, celle-ci ayant été assise aux côtés de la direction générale par intérim et des directions des études. Les représentants du personnel regrettent que, malgré les alertes préalablement adressées aux membres du Conseil d'administration, ces problèmes n'aient pas été pris en compte.

\*\*\*\*\*

#### **L. Question de la restauration universitaire sur le nouveau site de l'ÉESI aux Couronneries à Poitiers**

Théophile de Backer rappelle l'absence de restaurant universitaire à proximité immédiate du nouveau bâtiment de Poitiers. Il souligne qu'il s'agit d'une difficulté importante pour les étudiants, en particulier pour ceux ne disposant pas de moyen de locomotion.

Barbara Benedetti mentionne l'existence du restaurant solidaire des Couronneries, « L'Éveil », qui propose des repas à cinq euros. Elle précise toutefois que ce tarif demeure éloigné du dispositif de repas à un euro proposé par le CROUS.

Elle indique néanmoins qu'un recours à un service de livraison du CROUS pourrait être envisagé.

Nathalie Wierre évoque également la possibilité d'un partenariat avec le lycée Kyoto, qui dispense une formation hôtelière et dispose d'un restaurant d'application.

Charles Reverchon-Billot souligne que le restaurant universitaire est accessible en cinq minutes à vélo. Il reconnaît cependant la nécessité d'ouvrir une discussion sur ce sujet, afin d'explorer des solutions adaptées avant la rentrée de septembre 2026.

\*\*\*\*\*

#### ↳ Recrutement DG

Le président informe de l'audition, le lundi 23 février 2026, de quatre candidats au poste de directeur général de l'établissement. Il précise qu'un second entretien sera organisé pour deux d'entre eux.

\*\*\*\*\*

En l'absence d'autres points à l'ordre du jour, le Président clôt la séance en remerciant les membres pour leur présence ainsi que pour la qualité des échanges. Il donne rendez-vous à 14h00 dans le quartier des Couronneries pour une visite du nouveau bâtiment de l'ÉESI, site de Poitiers.

Il rappelle également aux membres la tenue de la prochaine séance du Conseil d'administration, prévue le mardi 10 mars 2026 à Angoulême, au cours de laquelle sera notamment soumis au vote le Budget primitif 2026.

Fin de séance : 12h35

